

Modalités d'admission en deuxième ou troisième année des formations de médecine, de pharmacie, d'odontologie ou de maïeutique

Département des formations de santé
DGESIP A1-4

11 février 2026

Référence : Arrêté du 24 mars 2017 modifié relatif aux modalités d'admission en deuxième ou troisième année des études médicales, odontologiques, pharmaceutiques ou de sage-femme

Ce document a pour objet de préciser l'organisation de la procédure retenue pour ces différentes passerelles dans le cadre de l'accès au premier cycle des formations de médecine, de pharmacie, d'odontologie et de maïeutique.

Il est rappelé aux universités que chacune d'entre elle organise individuellement ses propres épreuves de recrutement pour un accès en 2^{ème} ou 3^{ème} année de 1^{er} cycle de la ou des filière(s) dont elle dispose.

1- Examen de la recevabilité des candidatures

Conformément aux dispositions réglementaires, les candidats doivent déposer leur dossier auprès de l'unité de formation et de recherche de médecine, d'odontologie, de pharmacie ou dans une structure de formation en maïeutique où ils souhaitent poursuivre leurs études au plus tard le **15 mars 2026**.

Lors du dépôt du dossier, il appartient aux services en charge de la gestion du dispositif passerelle de vérifier la recevabilité administrative de chaque candidature, selon les dispositions fixées par l'arrêté cité en référence. Cette vérification est impérative avant la transmission des dossiers au jury.

1.1 – Vérification des titres, des diplômes, des cursus et, le cas échéant, du statut des candidats

Conformément à l'article 2 de l'arrêté du 24 mars 2017 susvisé, pour présenter sa candidature dans le cadre de cette procédure, il convient

- ✓ Soit d'être titulaire de l'un des diplômes relevant de l'article D. 612-34 du code de l'éducation ou de tout autre diplôme conférant le grade de master à la date de sa délivrance ;

Pour les diplômes des écoles de commerce conférant le grade de master, il conviendra de se reporter à **l'arrêté du 19 juin 2025 fixant Liste des établissements d'enseignement supérieur technique privés et consulaires autorisés à délivrer un diplôme visé par le ministre chargé de l'enseignement supérieur et pouvant conférer le grade de licence ou de master à leurs titulaires (NOR : MENS2518235A) publié au Bulletin officiel de l'Enseignement supérieur de la recherche et de l'espace n°27 du 3 juillet 2025**.

Il conviendra toutefois de s'assurer des éventuelles modifications de cette liste résultant d'un nouvel arrêté, publié postérieurement à la date de diffusion de ce présent document. Vous pouvez également consulter le site www.cefdg.fr.

N.B : Il convient de consulter les arrêtés antérieurs pour les diplômes obtenus avant les périodes mentionnées dans cet arrêté.

- ✓ Soit d'être titulaire d'un titre d'ingénieur diplômé.

Pour vérifier la recevabilité des candidatures des personnes se prévalant d'un titre d'ingénieur diplômé, il vous appartient de vous reporter à l'arrêté du 11 décembre 2025 fixant la liste des écoles accréditées à délivrer un titre d'ingénieur diplômé dans sa version en vigueur publiée au journal officiel [n°0017 du 21 janvier 2026](#) (NOR : ESR2529305A).

N.B : Il convient de s'assurer des éventuelles modifications de cette liste qui pourraient résulter d'un nouvel arrêté, publié postérieurement à la date de diffusion de ce présent document.

- ✓ Soit d'être titulaire d'un des diplômes d'Etat suivants : de docteur en médecine, de docteur en pharmacie, de docteur en chirurgie dentaire, de sage-femme, de docteur vétérinaire. Il s'agit de diplômes nationaux obtenus en France figurant dans la liste des diplômes énumérés à l'article D613-7 du code de l'éducation d'une part, et à l'article D241-5 du code rural et de la pêche maritime d'autre part.
- ✓ Soit d'être titulaire d'un diplôme national de doctorat ;
- ✓ Soit d'être titulaire d'un diplôme d'Etat d'auxiliaire médical (diplômes nationaux obtenus en France) et sanctionnant au moins trois années d'études supérieures.

Ces diplômes d'Etat sont nécessairement obtenus en France et ils permettent l'exercice des professions citées au livre III du code de la santé publique, à l'exception de celles qui peuvent être exercées avec un diplôme d'Etat ne sanctionnant pas au moins trois années d'études supérieures.

La liste des professions éligibles ainsi que celle des diplômes recevables figurent à **l'annexe 1**.

- ✓ Soit d'être titulaire d'un brevet professionnel de préparateur en pharmacie ou diplôme de préparateur en pharmacie hospitalière, soit d'un diplôme d'études universitaires scientifiques et techniques de préparateur/technicien en pharmacie uniquement pour les candidats qui déposent un dossier de candidature en vue de l'accès à la formation de pharmacie
- ✓ Soit d'être titulaire d'un diplôme national de licence avec l'une des mentions suivantes : « Chimie », « Physique, chimie », « Sciences de la vie », « **Sciences de la vie et de la Terre** » et « Sciences pour la santé » ou d'une licence professionnelle du « bachelor universitaire de technologie » (BUT) spécialité « génie biologique » ou « chimie », uniquement pour les candidats qui déposent un dossier de candidature en vue de l'accès à la formation de pharmacie.
- ✓ Soit d'être titulaire d'un titre correspondant à la validation de 300 crédits européens, obtenu dans un autre Etat de l'Union européenne ou Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen ou dans la Confédération suisse ou dans la Principauté d'Andorre, répondant aux conditions posées par l'article D 611-2 du code de l'éducation portant application au système français d'enseignement supérieur de la construction de l'Espace européen de l'enseignement supérieur.
- ✓ Soit d'être titulaire d'un titre étranger de niveau doctorat (Phd) ;
- ✓ Soit de disposer de la qualité d'ancien élève de l'une des écoles normales supérieures à condition d'avoir accompli deux années d'études et une première année de master.
- ✓ Soit, en vue de l'admission dans une filière différente de leur filière d'origine, de « justifier de la validation de trois années d'études ou de 180 crédits européens dans une formation de médecine, d'odontologie, de pharmacie ou de maïeutique ».

En application de l'article 3 de l'arrêté du 24 mars 2017 modifié susvisé, les candidats qui estiment qu'ils seront en mesure de remplir, au 1er octobre prochain, l'une des exigences mentionnées à l'article 2, peuvent présenter une attestation émanant de leur établissement d'origine et précisant la date à laquelle ils seront susceptibles de remplir ces conditions.

Enfin, l'accord de retrait entre le Royaume-Uni et l'Union européenne, entré en vigueur le 1er février 2020, prévoit des dispositions spécifiques sur la reconnaissance des titres, diplômes et qualifications professionnelles.

Ainsi, les citoyens de l'Union européenne et les ressortissants britanniques, ayant terminé des études au Royaume-Uni avant la date effective du Brexit et dont le diplôme dispose déjà d'une reconnaissance, ou est en cours de reconnaissance, devront continuer de bénéficier de cette reconnaissance et donc des dispositions de la directive 2005/36/CE du Parlement européen et du Conseil du 7 septembre 2005 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles.

Dès lors, seuls les candidats ayant obtenu un titre correspondant à la validation de 300 crédits européens au Royaume-Uni, avant le 1^{er} février 2020, peuvent bénéficier des dispositions de l'arrêté du 24 mars 2017 relatif aux modalités d'admission en deuxième ou troisième année des études médicales, odontologiques, pharmaceutiques ou de sage-femme.

1.2 – Vérification du nombre de candidatures possibles

Pour l'arrêté du 24 mars 2017 susmentionné, l'évaluation du nombre de candidatures possibles se fera au regard du nombre de fois où le candidat a auparavant « bénéficié des dispositions » de chacun des arrêtés suivants :

- Arrêté abrogé du 26 juillet 2010 (relatif aux modalités d'admission directe en deuxième année de ces études) ;
- Arrêté abrogé du 26 juillet 2010 (relatif aux modalités d'admission directe en troisième année de ces études) ;
- Arrêté du 24 mars 2017 modifié susvisé (relatif aux modalités d'admission en deuxième ou troisième année de ces études).

Un candidat a « bénéficié des dispositions » de l'arrêté au titre duquel il a déposé un dossier de candidature si ce dossier a été jugé recevable d'un point de vue réglementaire et sous réserve qu'il ait rempli, à la date **du 1^{er} octobre de l'année considérée**, pour les arrêtés 1, 2 et 3 cités ci-dessus, les exigences mentionnées à l'article 2.

Chaque dossier déposé à ces conditions compte pour une candidature.

Le décompte des candidatures au titre de l'arrêté relatif à l'exercice du droit au remords susmentionné n'impacte pas le décompte des candidatures possibles au titre de l'arrêté du 24 mars 2017 susvisé, et inversement.

Par ailleurs, le nombre de présentations possibles au titre de l'arrêté du 24 mars 2017 modifié susvisé est conditionné au nombre de présentations au titre de chacun des deux arrêtés du 26 juillet 2010 abrogés.

Ainsi, un étudiant qui a pris deux inscriptions en première année commune aux études de santé (PACES) et présenté une candidature en vue d'une admission directe en deuxième année des études médicales au titre du premier arrêté du 26 juillet 2010 précité avant le 1^{er} juillet 2017, et qui ne remplissait pas à cette même date les conditions de diplôme requises pour présenter une candidature pour être admis directement en troisième année des études de santé au titre du second arrêté du 26 juillet 2010 précité, a épuisé toutes ses possibilités de candidature. Le nombre de présentations possibles au titre de l'arrêté du 24 mars 2017 susvisé est conditionné au nombre de présentations au titre de chacun des deux arrêtés abrogés : un outil facilitant le décompte des candidatures possibles au titre de cet arrêté figure à **l'annexe 2 (2 pages)**.

Afin de simplifier le recueil des pièces constituant le dossier de candidature, et notamment les informations permettant de déterminer le nombre de présentations aux dispositifs et, le cas échéant, le nombre d'inscriptions en première année d'une formation de santé avant la date du 1^{er} juillet 2017, un modèle-type d'attestation figure à **l'annexe 3 (1 page)**.

2- **Procédure de sélection des candidats par les jurys des universités**

2.1 – La sélection des candidats

Après examen des dossiers de candidature, chaque jury (mentionné à l'article R. 631-1-3 du code de l'éducation et désigné par le président de l'université), retient pour l'audition un nombre de candidats au plus égal au double du nombre de places fixé, pour chaque formation par l'université dans le cadre de la détermination de ses capacités d'accueil en deuxième ou troisième année des formations de médecine, pharmacie, odontologie ou maïeutique.

Ces candidats sont convoqués individuellement à un entretien avec le jury.

A la suite de ces entretiens, le jury établit la liste des admis pour chacune des deux années et par formation. Le nombre d'admis ne peut dépasser celui fixé par l'université dans le cadre de la détermination de ses capacités d'accueil en deuxième ou troisième année des formations de médecine, pharmacie, odontologie ou maïeutique.

Le directeur de l'unité de formation et de recherche ou de la structure de formation en maïeutique indique au candidat les enseignements complémentaires qu'il doit suivre afin de favoriser la poursuite des études.

Les universités portent à la connaissance des candidats par voie d'affichage et sur leur site internet les attendus du jury au moins un mois avant la date de dépôt des dossiers.

Elles indiqueront sur leur site internet le nombre de places offertes par filière ainsi que toute information utile permettant d'appréhender le dispositif par les candidats (notamment taux de réussite...).

2.2 – Notification des résultats aux candidats

Les candidats admis prennent une inscription dans l'université où ils ont déposé leur dossier de candidature. Ils ne peuvent bénéficier d'un report d'inscription, sauf cas de force majeure.

Les universités notifient :

- ✓ les refus pour motif d'irrecevabilité réglementaire ;
- ✓ les refus à l'issue de la première phase de la sélection, puis à l'issue de la sélection finale opérée parmi les candidats auditionnés par le jury ;
- ✓ les autorisations d'inscription en 2^{ème} ou 3^{ème} année des candidats déclarés admis ainsi que leur affectation.

3- Affectation et inscription des candidats admis en 2^{ème} ou en 3^{ème} année de ces études

3.1 – Affectation

Le jury établit une liste des admis directement en deuxième année et une liste des admis directement en troisième année, ce, dans chacune des filières de ces études, dans le cadre de la détermination de ses capacités d'accueil en deuxième ou troisième année des formations de médecine, pharmacie, odontologie ou maïeutique pour l'année universitaire suivant la procédure de sélection. Il peut, s'il l'estime nécessaire, recourir à l'établissement d'une liste complémentaire qui restera en vigueur jusqu'à la fin de la procédure d'inscription des candidats admis.

3.2 – Report d'inscription

Les reports d'inscription sont exceptionnels. Tout candidat admis qui ne s'inscrirait pas à la rentrée de l'année concernée en deuxième ou en troisième année, s'il ne peut justifier de se trouver confronté à une situation correspondant à un cas de force majeure, perd le bénéfice de son admission.

Si le jury a dressé une liste complémentaire et en respectant l'ordre de classement établi, un candidat inscrit sur cette liste pourra remplacer le candidat ayant perdu le bénéfice de son admission.

Annexe 1 – Diplômes d'accès aux professions paramédicales : titres et diplômes éligibles

DIPLOMES D'ACCES AUX PROFESSIONS PARAMEDICALES ELIGIBLES AU TITRE DE L'ARTICLE 2 DE L'ARRETE PASSERELLE DU 24 MARS 2017 _ TOUTES FILIERES					
DIPLOMES D'ACCES AUX PROFESSIONS PARAMEDICALES ELIGIBLES		DIPLOMES d'Etat en vigueur (à la date de signature de la présente circulaire)			
Auxiliaires médicaux					
Code de la santé publique	Intitulé	Spécialités	Intitulé	Référence réglementaire	Diplôme(s) Intitulé(s)
Livre II Titre Ier	Infirmier	Infirmier anesthésiste	Diplôme d'Etat d'infirmier	Arrêté du 31 juillet 2009 relatif au diplôme d'Etat d'infirmier	Diplôme d'Etat d'infirmier
Livre III Titre Ier	Infirmier	Infirmier de bloc opératoire	Diplôme d'Etat d'infirmier Anesthésiste	Arrêté du 23 juillet 2012 relatif à la formation conduisant au diplôme d'Etat d'infirmier anesthésiste	> Certificat d'aptitude aux fonctions d'infirmier anesthésiste-déclaration ministérielle (intitulé antérieur : Diplôme 1981) > Diplôme d'Etat d'infirmier-Anesthésiste (intitulé depuis décembre 1991)
Livre III Titre Ier	Infirmier	Infirmier de bloc opératoire	Diplôme d'Etat d'infirmier de Bloc Opérateur	Arrêté du 27 avril 2022 relatif à la formation conduisant au diplôme d'Etat d'infirmier de bloc opératoire	> Certificat d'aptitude aux fonctions d'infirmier de salle d'opération (intitulé antérieur Janvier 1992) > Diplôme d'Etat d'infirmier de Bloc Opérateur (intitulé depuis janvier 1992)
Livre III Titre Ier	Infirmier	Infirmier de pratique avancée	Diplôme d'Etat d'infirmier en Pratique Avancée	Arrêté du 18 avril 2018 relatif au régime des études en vue du diplôme d'Etat d'infirmier en pratique avancée	Diplôme d'Etat d'infirmier en Pratique Avancée
Livre III Titre Ier	Infirmier puériculteur	Infirmier puériculteur	Diplômé d'Etat de puéricultrice	Arrêté du 12 décembre 1990 modifié relatif à la scolarité, au diplôme d'Etat des puéricultrices et au fonctionnement des écoles	Diplômé d'Etat de puéricultrice
Livre III Titre II	Masseur kinésithérapeute	Masseur kinésithérapeute	Diplôme d'Etat de masseur-kinésithérapeute	Arrêté du 2 septembre 2015 relatif au diplôme d'Etat de masseur-kinésithérapeute	Diplôme d'Etat de masseur-kinésithérapeute
Livre III Titre II	Pédicure-Podologue	Pédicure-Podologue	Diplôme d'Etat de pédicure-podologue	Arrêté du 5 juillet 2012 relatif au diplôme de pédicure-podologue	Diplôme d'Etat de pédicure-podologue
Livre III Titre II	Ergothérapeute	Ergothérapeute	Diplôme d'Etat d'ergothérapeute	Arrêté du 5 juillet 2010 relatif au diplôme d'Etat d'ergothérapeute	Diplôme d'Etat d'ergothérapeute
Livre III Titre II	Psychomotricien	Psychomotricien	Diplôme d'Etat de psychomotricien	Arrêté du 7 avril 1998 relatif au diplôme d'Etat de psychomotricien	Diplôme d'Etat de psychorééducateur
Livre III Titre IV	Orthophoniste	Certificat de capacité d'orthophoniste	Certificat de capacité d'orthophoniste	Décret n°2013-298 du 30 août 2013 relatif au régime des études en vue du certificat de capacité de pédicure-podologue	Certificat de capacité d'orthophoniste
Livre III Titre IV	Orthoptiste	Certificat de capacité d'orthoptiste	Certificat de capacité d'orthoptiste	Arrêté du 20 octobre 2014 relatif aux études en vue du certificat de capacité d'orthoptiste	Certificat de capacité d'aide-orthoptiste
Livre III Titre V	Manipulateur d'électroradiologie médicale	Manipulateur d'électroradiologie médicale	Diplôme d'Etat de manipulateur d'électroradiologie médicale	Arrêté du 14 juin 2012 relatif au diplôme de manipulateur d'électroradiologie médicale	Diplôme d'Etat de manipulateur d'électroradiologie médicale
Livre III Titre V	Technicien de biométrie médicale*	Technicien de biométrie médicale*	Diplôme de technicien supérieur en imagerie médicale et radiologie thérapeutique	Décet n°2012-981 du 21 août 2012 relatif au diplôme de technicien supérieur en imagerie médicale et radiologie thérapeutique Décet n°2020-1163 du 23 septembre 2020 relatif au diplôme de technicien supérieur en imagerie médicale et radiologie thérapeutique	Diplôme de technicien supérieur en imagerie médicale et radiologie thérapeutique
Livre III Titre VI	Audoprothésiste	Audoprothésiste	Diplôme d'Etat de Technicien de laboratoire médical	Arrêté du 31 juillet 2014 relatif au diplôme d'Etat de technicien de laboratoire médical	> Diplôme de Technicien en analyses biomédicales > Diplôme de Technicien de laboratoire médical*
Livre III Titre VI	Prothésiste dentaire	Brevet de technicien supérieur (BTS) de prothésiste-dentiste**	Diplôme d'Etat d'Audioprothésiste	Article D636-4 du code de l'éducation nb : disposition du décret n°2011-620 du 10 juillet 2011, modifié en 2013	Diplôme d'Etat d'Audioprothésiste
Livre III Titre VII	Podo-orthésiste***	Brevet de technicien supérieur (BTS) de podo-orthésiste***	Brevet de technicien supérieur (BTS) de prothésiste-orthésiste**	Arrêté du 28 juillet 1997 portant définition et fixant les conditions de délivrance du brevet de technicien supérieur Prothésiste- orthésiste (modifié 27 janvier 2023)	Brevet de technicien supérieur (BTS) de prothésiste-orthésiste**
Livre III Titre VIII	Détecticien****	Licence professionnelle Achatier	Brevet de technicien supérieur (BTS) de podo-orthésiste***	Arrêté du 28 juillet 1997 portant définition et fixant les conditions de délivrance du brevet de technicien supérieur "podo-orthésiste" (modifié 27 janvier 2023)	Brevet de technicien supérieur (BTS) de podo-orthésiste***
Livre III Titre VIII	Détecticien****	Licence professionnelle Achatier	Licence professionnelle Achatier	Arrêté du 15 avril 2022 portant définition des programmes nationaux de la licence professionnelle « bachelier universitaire de technologie » (modifié 8 août 2023). Annexe 5	Licence professionnelle Achatier

***NB : TECHNICIENS DE LABORATOIRE MEDICAL :**
 Ils ne peuvent bénéficier des dispositions de l'arrêté passeelle du 24 mars 2017 : NI les diplômés de biologie médicale et NI du DUT de génie biologique et biochimiques permettent d'accéder à la profession de technicien de laboratoire médical en raison de la durée du cursus y conduisant (2 ans).
 Ils peuvent bénéficier des dispositions de l'arrêté passeelle du 24 mars 2017 : les diplômés de la licence professionnelle Bachelor universitaire de Technologie (LP BUT) de la spécialité Génie biologique parcourent biologie médicale et biotechnologie, en raison de la durée du cursus y conduisant (3 ans).

**** NB : PROTHESISTE - ORTHESISTE :** le BTS de prothésiste-orthésiste sanctionne un cursus de 3 ans, contrairement à la plupart des autres BTS. C'est un diplôme de niveau 5.

*** NB : PODO - ORTHESIS
**** NB : DIETETICIENS :

ne peuvent pas bénéficier des dispositions de l'arrêté passerelle du 24 mars 2017 : les diplômés de la licence professionnelle Bachelor universitaire de Technologie (LP B.U.T) de la spécialité Génie biologique parcours diététique et nutrition, en raison de la durée de cursus y conduisant (3 ans).

DIPLOMES D'ACCES AUX PROFESSIONS PARAMEDICALES ELIGIBLES AU TITRE DE DE L'ARTICLE 2 DE L'ARRETE PASSERELLE DU 24 MARS 2017 _ POUR LA SEULE FILIERE PHARMACIE

Code de référence	Profession	Formation	Diplômes d'Etat en vigueur (à la date de signature de la présente circulaire)		Diplômes d'Etat couvrant une période antérieure (remontant à au moins deux décennies)						
			Intitulé	Référence réglementaire	Intitulé(s)	1ère session (concerne les 1ers)	Référence(s) réglementaire(s)				
Code de la santé publique Livre II Titre IV	Préparateur en pharmacie hospitalière	Diplôme national de Licence	Diplôme d'Etat de préparateur en pharmacie hospitalière	Arrêté du 31 juillet 2024 modifié relatif au diplôme d'Etat de préparateur en pharmacie hospitalière	> Diplôme de préparateur en pharmacie hospitalière	1er diplômés : session 2006	> Arrêté du 2 août 2006 modifié relatif à la formation conduisant au diplôme de préparateur en pharmacie hospitalière Arrêté du 26 avril 2001 portant création du diplôme de préparateur en pharmacie hospitalière et fixant ses conditions de formation et ses modalités de délivrance				
			Diplôme d'étude universitaire scientifique et techniques (DEUST) de Préparateur technicien en pharmacie	Arrêté du 16 juillet 1984 relatif au diplôme d'études universitaires scientifiques et techniques	> Brevet professionnel (BP) de préparateur en pharmacie	1er diplômés : session 1999	Arrêté du 10 septembre 1997 relatif au brevet professionnel de préparateur en pharmacie				
			Diplôme national de licence mention "chimie"	Article D612-32-5 du code de l'éducation							
			Diplôme national de licence mention "physique, chimie"								
			Diplôme national de licence mention "sciences de la vie"								
Code de l'éducation nationale		Diplôme national de Licence	Diplôme national de licence mention "sciences pour la santé"	Arrêté du 6 décembre 2019 portant réforme de la licence professionnelle (articles 7 et 17 pour BUT)							
			Diplôme national de licence mention "sciences de la vie et de la Terre"*								
		Bachelors universitaire de technologie	BUT spécialité "génie biologique"					Arrêté du 15 avril 2022 modifié portant définition des programmes nationaux de la licence professionnelle « bachelors universitaire de technologie »			
			BUT spécialité "chimie"								
			BUT spécialité "génie Chimique-Génie des Procédés"								

*Diplôme national de licence mention "sciences de la vie et de la Terre" :

Une nouvelle disposition venant modifier l'arrêté du 24 mars 2017 prévoit que les étudiants titulaires d'une licence « Science de la vie et de la Terre » peuvent désormais candidater à la procédure « passerelle » en vue d'accéder à la formation de pharmacie uniquement (arrêté en cours de publication au JORF)

Annexe 2 - Tous candidats : Décompte du nombre de candidatures possibles au titre de l'arrêté du 24 mars 2017 susvisé

Le nombre de candidatures possibles pour un candidat dont le dossier est recevable par ailleurs doit être évalué au regard du nombre de fois où le candidat a auparavant « bénéficié des dispositions » des arrêtés régissant les modalités d'admission directe en deuxième et en troisième année des études des 4 filières médicales ou pharmaceutiques.

Pour plus de précisions sur les caractéristiques des candidatures pouvant être décomptées, consulter le paragraphe 1.2 de la présente circulaire d'application.

Cas GENERAL					
(examen de la situation des candidats qui pouvaient présenter leur candidature au titre de <u>l'un seulement</u> des deux arrêtés abrogés)					
Situation du postulant, au regard des dispositions des deux arrêtés abrogés du 26 juillet 2010 : • Arrêté relatif aux modalités d'admission directe en 2^{ème} année des études médicales, odontologiques, pharmaceutiques ou de sage-femme ; • Arrêté relatif aux modalités d'admission directe en 3^{ème} année des études médicales, odontologiques, pharmaceutiques ou de sage-femme.					Nombre de candidatures possibles à la date d'entrée en vigueur de l'arrêté du 24 mars 2017 relatif aux modalités d'admission directe en 2 ^{ème} année ou 3 ^{ème} année des études médicales, odontologiques, pharmaceutiques ou de sage-femme
Nombre de candidatures possibles avant l'abrogation de cet arrêté (avant le 1 ^{er} juillet 2017')					
Nombre d'inscriptions en PACES (ou en PCEM 1 ou en PCEP 1) avant l'année universitaire 2017-2018					
0			0, 1 ou 2		soit 1, soit 2
1			0 ou 1		1
			2		0
2			0, 1 ou 2		0

¹ Il convient néanmoins de prendre en compte la situation de candidats remplissant les conditions avant le 1^{er} octobre 2017 conformément à l'article 2 de l'arrêté du 24 mars 2017.

Cas PARTICULIER

(examen de la situation des candidats qui pouvaient présenter leur candidature au titre de chacun des deux arrêtés abrogés)

Situation du postulant, au regard des dispositions des deux arrêtés abrogés du 26 juillet 2010 :					Nombre de candidatures possibles à la date d'entrée en vigueur de l'arrêté du 24 mars 2017 relatif aux modalités d'admission directe en 2ème année ou 3ème année des études médicales, odontologiques, pharmaceutiques ou de sage-femme	
• Arrêté relatif aux modalités d'admission directe en 2ème année des études médicales, odontologiques, pharmaceutiques ou de sage-femme ; - Arrêté relatif aux modalités d'admission directe en 3ème année des études médicales, odontologiques, pharmaceutiques ou de sage-femme.						
Nombre de candidatures ayant permis de bénéficier des dispositions de l'ensemble de ces 2 textes abrogés		Nombre d'inscriptions en PACES (ou en PCEM 1 ou en PCEP 1) avant l'année universitaire 2017-2018		↑	Nombre de candidatures possibles avant l'abrogation de ces deux arrêtés (avant le 1er juillet 2017 ²)	↑
0		0, 1 ou 2	↑	soit 2, soit 4	↑	2
1		0, 1 ou 2	↑	soit 3, soit 1	↑	1
2		0 ou 1	↑	2	↑	1
		2	↑	0	↑	0
3		0 ou 1	↑	1	↑	1
		2 (sans objet)	↑	sans objet	↑	0
4		0, 1 (2 : sans objet)	↑	0	↑	0

² Il convient néanmoins de prendre en compte la situation de candidats remplissant les conditions avant le 1^{er} octobre 2017 conformément à l'article 2 de l'arrêté du 24 mars 2017.

Annexe 3 - Modèle d'attestation sur l'honneur

DECLARATION SUR L'HONNEUR

dans le cadre d'une demande d'admission en 2^{ème} ou 3^{ème} année des études de santé

Date limite de dépôt de dossier : 15 mars 2026 (cachet de la poste faisant foi)

Je soussigné(e) [Nom - Prénom]

.....

atteste sur l'honneur :

☐ **ne m'être JAMAIS inscrit(e) en première année d'un cursus santé MMOP** (médecine, maïeutique, odontologie, pharmacie), PACES ou PCEM1 (1^{ère} année médecine) (ou PCEP1 (1^{ère} année pharmacie), PASS³ ou LAS⁴ **ou formation⁵ d'une durée de trois années minimum conduisant à un titre ou diplôme d'Etat d'auxiliaire médical.**

☐ **m'être DEJA inscrit(e) en première année d'un cursus santé MMOP** (le cas échéant, cocher et compléter le tableau ci-dessous)

Cocher	Inscription à partir du Parcours...	Année universitaire de présentation	Nombre de Candidatures	
			1 candidature	2 candidatures ou plus
☐	PASS			
☐	L.AS			
☐	PACES			
☐	PCEM 1			
☐	PCEP 1			

et candidater **UNIQUEMENT** pour l'année universitaire 2025-2026 auprès de l'université

....., où je me présente pour accéder à la filière : [cochez une seule case par ligne)

☐ Médecine

☐ Pharmacie

☐ Odontologie

☐ Maïeutique

³ Au titre du 1^o du R631-1 du code de l'éducation

⁴ Au titre du 2^o du R631-1 du code de l'éducation

⁵ Au titre du 3^o du R631-1 du code de l'éducation

J'atteste également sur l'honneur :

☐ ne m'être JAMAIS présenté(e) à une admission en 2^{ème} ou 3^{ème} année des études de santé jusqu'à ce jour

☐ m'être DEJA présenté(e) à une admission en 2^{ème} ou 3^{ème} année des études de santé quelle que soit la filière, l'année d'études et l'établissement demandés (Précisez dans le tableau ci-dessous la/les candidature(s) déjà effectué(e)s :

Année de présentation	Etablissement demandé	Filière demandée	Années d'études demandées

J'ai conscience que cette attestation pourra être produite en justice et que toute fausse déclaration de ma part m'expose à une non-recevabilité de ma candidature et à des sanctions prévues par l'article 441-1 du Code pénal.

Fait à

le

Signature obligatoire :